

CONTRER LA CRISE DU LOGEMENT ET OUVRIR LA PORTE À LA DIGNITÉ

Alors que de nouveaux conseils municipaux entrent en poste, la crise du logement et celle de l'itinérance sont sur toutes les lèvres. Pourtant, les principales personnes concernées se font peu entendre. Aujourd'hui, le Consortium en développement social de la Mauricie et plusieurs partenaires leur redonnent une voix avec la campagne *Ouvrir la porte à la dignité - se loger en Mauricie*. Ensemble, nous interpelons chaque personne concernée par l'enjeu de l'habitation et proposons des orientations claires à prioriser pour que se loger dignement ne soit plus un privilège.

La pire crise des 25 dernières années

Le revenu médian en Mauricie est de 37 200 \$ par personne. Il est plus bas que la moyenne provinciale, et plus bas encore chez les femmes, avec 32 800 \$. Cette situation, combinée à la hausse fulgurante des coûts pour se loger, fait que la crise actuelle est la pire que notre région ait vécu depuis 25 ans.

La campagne *Ouvrir la porte à la dignité - se loger en Mauricie* est basée sur la vulgarisation d'une étude réalisée auprès des populations vulnérables. Les constats sont unanimes : si la pénurie de logements affecte tout le monde, ce sont les ménages et les personnes âgées à faible revenu, marginalisées, immigrantes ou racisées, issues des communautés autochtones, ainsi que les femmes et les enfants fuyant la violence conjugale qui en subissent les plus grands contrecoups. Plus leurs difficultés se croisent, plus leur possibilité de trouver un toit se rétrécit.

Toutes les personnes participantes à notre [étude](#) sont confrontées à l'absence de choix de logement. Elles doivent faire des sacrifices sur la sécurité, la qualité, la salubrité, la taille et le coût d'une habitation, ou même sur l'ensemble de ces critères. Plusieurs ont à couper dans une dépense aussi essentielle que la nourriture parce que leur loyer est trop cher. D'autres s'inquiètent pour la santé de leur famille : « Chez nous, il y a beaucoup de moisissure, raconte une mère. Je ne l'avais pas vue lors de la visite. L'asthme de ma fille s'est aggravé depuis qu'on habite là. Même moi, je commence à avoir des maux de tête. [...] Je suis stressée. J'aimerais déménager. »

C'est parfois une question de discrimination, comme l'illustre une participante issue d'une communauté autochtone : « J'ai déjà appelé un propriétaire d'une cabine [téléphonique], la maison était libre. Quand on est arrivé 10 minutes plus tard, la maison était louée, selon le propriétaire. Pourtant l'affiche à louer était encore là 15 jours plus tard. »

Resterons-nous les bras croisés alors qu'une famille avec quatre enfants s'entasse dans un logement insalubre, qu'une femme âgée soit contrainte de quitter son milieu pour se rapprocher

des soins de santé, qu'un célibataire en fauteuil roulant ne trouve pas de logement au rez-de-chaussée et qu'un jeune d'à peine 19 ans vivant une dépression se retrouve à la rue ?

Une multitude de réalités nécessite une multitude de solutions. Unissons nos efforts pour répondre aux besoins criants de nos voisins et de nos voisines avant qu'une spirale ne les aspire vers le bas encore davantage.

5 130 nouvelles portes hors marché

Bien que le droit au logement soit inscrit dans la Charte des droits et libertés de la personne, l'habitation est devenue un bien spéculatif. Dans ce contexte, construire de nouvelles demeures n'est pas suffisant, encore moins si elles ne répondent pas aux besoins et aux réalités des personnes que nous avons rencontrées.

Heureusement, des stratégies de construction, d'acquisition ou de reconversion d'habitations hors du marché spéculatif ont fait leurs preuves. L'Europe a misé sur le logement social et communautaire hors marché (30 % en Allemagne et aux Pays-Bas et 60 % en Autriche) et prouvé qu'en rendant le logis accessible aux personnes vulnérables, c'est l'ensemble de la population qui en bénéficiait.

Le Québec, et plus particulièrement la Mauricie, peut encore rattraper son retard et frapper au cœur de la crise. Actuellement, la part de logement hors marché représente à peine 6 % du parc locatif en Mauricie et 10 % au Québec. Nous demandons qu'elle soit augmentée à 20 %, soit le seuil recommandé par les groupes d'expertise pour un meilleur équilibre du marché. Cela représente 5 130 logements sociaux et communautaires additionnels à acquérir, construire ou reconvertir.

S'engager aujourd'hui pour agir dès demain

Nous interpelons directement les nouveaux conseils municipaux, les personnes élues des différents paliers de gouvernement, les gestionnaires et les personnes-ressources du territoire. Les municipalités disposent en ce moment de pouvoirs législatifs et réglementaires leur permettant d'agir de façon audacieuse et durable sur la crise du logement et la crise de l'itinérance. Ces crises ne se résorberont pas toutes seules.

Ensemble, engageons-nous à atteindre la cible de 20 % de logement hors marché spéculatif et ouvrons la porte à la dignité.

La trousse d'information de la campagne *Ouvrir la porte à la dignité - se loger en Mauricie* et les rapports de recherche sont disponibles au

<https://consortium-mauricie.org/actions-d-ici/ouvrir-la-porte-a-la-dignite-se-loger-en-mauricie>

Signataires

Consortium en développement social de la Mauricie

Bleu forêt, coop de communication responsable

Centre de recherche sociale appliquée

Comité territorial de développement social Mékinac
Conseil de la Nation Atikamekw
Conseil d'orientation et de mobilisation des partenaires locaux dans l'intervention des communautés de l'Énergie (COMPLICE)
Corporation de développement communautaire Mékinac
Corporation de développement communautaire de Shawinigan
Corporation de développement communautaire La Tuque
Corporation de développement des Premiers Peuples
Exécutif du comité de développement social des Chenaux
Fédération des coopératives d'habitation de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Fédération Régionale des OSBL en habitation Mauricie et Centre-du-Québec
GRT des Deux Rives
InfoLogis Mauricie
Pôle d'économie sociale de la Mauricie
Projet Logis-Aide
Réseau d'Habitation communautaire de la Mauricie
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

